

Brochure n° 3185

Convention collective régionale
IDCC : 303. – **COUTURE PARISIENNE**

ACCORD DU 17 JUILLET 2018
RELATIF À L'AGENDA SOCIAL

NOR : ASET1950267M
IDCC : 303

Entre :

CSHC,

D'une part, et

HACUITEX CFDT ;

THC CGT ;

FNSCIC CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations syndicales et patronales représentatives réunies ce jour définissent l'ordre du jour de l'agenda social du second semestre 2018 et des perspectives pour 2019.

Cet agenda pourra être modifié et/ou mis à jour à tout moment par la commission paritaire permanente de négociation.

| THÈME | PÉRIODE DE NÉGOCIATION |
|--|-------------------------------|
| Institution d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation | 1 ^{er} semestre 2018 |
| Négociation des salaires | 1 ^{er} semestre 2018 |
| Prime de collection | 1 ^{er} semestre 2018 |
| Négociation en vue d'intégrer des nouvelles branches professionnelles | 2 ^e semestre 2018 |
| Actualisation de la convention collective | 2 ^e semestre 2018 |
| Prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels | 2 ^e semestre 2018 |
| Insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés | 2 ^e semestre 2018 |
| Effectif délégué syndical et valorisation du parcours syndical | 2 ^e semestre 2018 |

| THÈME | PÉRIODE DE NÉGOCIATION |
|--|-------------------------------|
| Prime pour travaux dangereux et insalubres | 2 ^e semestre 2018 |
| Contrats courts | 2 ^e semestre 2018 |
| Négociation des rémunérations minimales garanties | 1 ^{er} semestre 2019 |
| Négociation de la revalorisation de la prime de collection | 1 ^{er} semestre 2019 |
| Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes | Courant 2019 |
| Formation professionnelle | Courant 2019 |
| Mise à jour des classifications | Courant 2019 |

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 17 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)